



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
0000068 AONR/MINEE/CIPM/2026 DU 16 JUIN 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE DES NORMES EXISTANTES
EN EFFICACITE ENERGETIQUE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL DU CAMEROUN

FINANCEMENT : Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2026.

Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Eau et de l'Energie

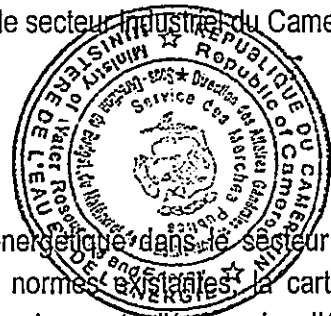
1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Consultant pour l'étude des normes existantes en efficacité énergétique dans le secteur industriel du Cameroun.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent avis consistent à :

- a) Faire le recueil et l'étude des normes existantes en efficacité énergétique dans le secteur industriel au Cameroun : cette tâche sera réalisée à travers une revue des normes existantes, la cartographie des consommations énergétiques par type d'industrie : Identification des gisements d'économies d'énergie (en % et en GWh) ; analyse des pertes techniques, organisationnelles et comportementales ; Benchmark régional et international (retour d'expérience) ; Analyse des barrières techniques, financières, réglementaires et institutionnelles.
- b) Élaborer des projets de textes réglementaires associés, incluant les indicateurs de performance, les activités détaillées par axe stratégique, le chronogramme de mise en œuvre, le budget prévisionnel, le système de suivi-évaluation, ainsi que les mécanismes d'incitation et de financement du secteur ; Plus spécifiquement, l'élaboration des textes sur les audits énergétiques obligatoires, sur la certification énergétique des industries, sur l'obligation de « reporting » énergétique industriel, sur les mesures incitatives et répressives en efficacité énergétique dans le secteur industriel au Cameroun. Texte encadrant l'agrément des auditeurs énergétiques, des Energy Service Companies (ESCOs) et bureaux d'études spécialisés en efficacité énergétique pour le secteur industriel. Texte sur la durée de renouvellement obligatoire des normes existantes identifiées et étudiées ;



- c) Rédiger un guide technique sectoriel en s'inspirant des méthodologies d'audits énergétiques standardisée ; concevoir des fiches de mesures d'efficacité énergétique pour une industrie donnée ressortant les coûts, gains et temps de retour; l'élaboration des fiches projets prêts à être financés qui décrivent clairement le modèle d'organisation du marché de l'efficacité énergétique dans le secteur industriel en précisant les rôles et responsabilités de l'État, de l'industrie considérée et des ESCOs ou bureaux d'études spécialisées; définir le schéma de gouvernance du secteur qui ressort : le programme de renforcement des capacités, les mécanismes de financement et d'incitation, le plan d'action chiffré avec chronogramme , le cadre suivi-évaluation, les Stratégies de communication et de sensibilisation, les projets de normes de performance énergétique minimales pour les équipements électriques y compris l'étiquette énergétique, les projets d'arrêtés d'application obligatoire desdites normes, le projet de code d'efficacité énergétique pour l'industrie, le projet de proposition des normes non existantes ou de mise à jour de ces normes après une période donnée ;
- d) Organiser et animer les ateliers de validation des différents livrables.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations, objet du présent Avis d'Appel d'Offres vont s'exécuter en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de : *soixante millions (60 000 000) francs CFA.*

5. Délai prévisionnel d'exécution

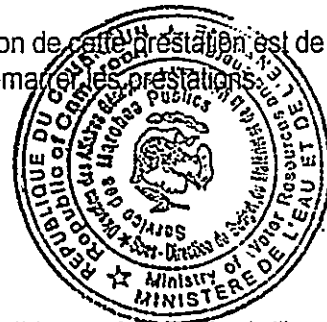
Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de cette prestation est de cinq (05) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

6. Lieu d'exécution des prestations

Etendue du territoire.

7. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste de candidats pré-qualifiés à l'issue de l'Avis de sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°0000009/ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 du 26 janvier 2026. Il s'agit notamment de :



| N° | Nom | Adresse |
|----|---|--|
| 1 | ACCENTURE TECHNOLOGIES CONSULTING & TRAINING | B.P. 12 107 Yaoundé Cameroun Tél: (+237) 690 765 385 |
| 2 | KAMER ENGINEERING SOLUTIONS SARL | BP 4489 Douala Cameroun Tél: (+237) 699 429 589 / 677 510 824 |
| 3 | PIPO ENGINEERING Sarl | BP 4565 Douala Cameroun Tél: (+237) 653 490 372 |

Les candidats de cette liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement entre eux. Par contre, les candidats pré-qualifiés en groupement ne peuvent soumissionner séparément.

8. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2026.

9. Mode de soumission

La soumission pour cette consultation se fera exclusivement en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbré au tarif en vigueur, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à d'un million deux cent mille (1 200 000) Franc CFA toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Ladite caution doit être accompagnée du reçu de la CDEC, conformément aux dispositions réglementaires en place. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

12. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres National Restreint (DAONR) peut être obtenue au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cinquante mille (50 000) Fcfa Francs CFA.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

13. Remise des offres

Les offres sont rédigées en français ou en anglais, et soumises en ligne par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le 10. JUL 2026 à 10Heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être

transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission non timbrée et ne disposant pas d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivi dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique supérieure ou égale à 80 points sur 100.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, le 10 JUIL 2026 à partir de 11h 00 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés, (CIPM) auprès du MINEE dans la salle de réunion sise au Bâtiment Annexe N°2 du MINEE à MVOG ADA abritant la Commission Interne.

Seuls les soumissionnaires peuvent prendre part à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Le défaut de présentation de l'offre financière témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de passation des Marchés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux

dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

16.1- Critères éliminatoires

- L'Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
 - Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
 - Les Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
 - La Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
 - Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
 - Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
 - Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
 - Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
 - Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - La Présence des informations financière dans l'offre administrative et technique ;
 - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - L'Absence de la clé de sauvegarde ;
 - La Non acceptation du CCAP et du TDR paraphé, daté et signé.
- Non-respect du profil du chef de mission à savoir :
- Un Chef de mission/ Expert senior: Ingénieur (Bac+5 au moins) Génie énergétique option efficacité énergétique ou équivalent ;
 - Justifiant d'une expérience professionnelle de dix (10) ans et disposant d'une expertise en efficacité énergétique ou économie d'énergie dans le secteur industriel ;
 - Avec au moins trois (03) références en tant que Chef de mission ou Chef de projet dans des études similaires ;
 - Ayant une bonne connaissance des normes, standards et référentiels internationaux en efficacité énergétique (ISO 50001, ISO 50002, ISO 50006, IEC, etc) ;
 - Maîtrise des technologies industrielles consommatrices d'énergie (moteurs électriques, chaudières, systèmes thermiques, air comprimé, froid industriel, etc.).



16.2- Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

| N° | CRITERES ESSENTIELS | Notation (Points) |
|--------------|--|-------------------|
| 1 | Présentation de l'offre | 3 |
| 2 | Expérience du Consultant dans les prestations similaires | 50 |
| 3 | Qualifications et expérience du personnel d'encadrement | 35 |
| 4 | Organisation, méthodologie et planning d'exécution | 7 |
| 5 | Solvabilité et capacités financières | 2 |
| 6 | Moyens matériels et logistiques | 3 |
| TOTAL | | 100 |

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

TJ 07

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant la durée de 120 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit à la Direction des Affaires Générales / Service de Passation des Marchés du MINEE Tél : 222 22 61 83, soit à la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaoundé le, 16 JUIN 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie

(Maître d'Ouvrage)

Ampliations:

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- CIPM (pour information) ;
- Affichage chrono.



G. Essomba
Eloundou Essomba Gaston



NOTICE OF INVITATION TO TENDERS

NATIONAL RESTRICTED INVITATION TO TENDER
000-000068/AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 05 JUIN 2026

**FOR THE SELECTION FOR THE SELECTION OF A CONSULTANT FOR
THE STUDIES OF THE EXISTING ENERGY EFFICIENCY STANDARDS IN
THE INDUSTRY SECTOR OF CAMEROON.**

Financing: Public Investment Budget of the Ministry of Water and Energy, fiscal year 2026
Project Owner: The Minister of Water Resources and Energy

1. Purpose of the call tenders

Within the framework of the implementation of the Public Investment Budget of the Ministry of Water and Energy, fiscal year 2026, the Minister of Water and Energy, as Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders for the selection of a Consultant to carry out the situational analysis and to develop a national clean cooking strategy for Cameroon.

The works shall be tendered for in one (1) lot.

2. Scope of works

The services covered by this Notice consist of:

2.1. Conduct an inventory assessment of the clean cooking sector in Cameroon and prepare the related report: this task will be carried out through a documentary review of existing policies, programs, and initiatives, as well as the collection and analysis of quantitative and qualitative data on cooking practices.

Field surveys will be conducted for this purpose, as well as consultations with stakeholders (ministries, local authorities, private sector, civil society, technical and financial partners).

More specifically, the following activities will be undertaken:

- Inventory and analyze the types of equipment and various cooking energy consumption technologies, particularly fuel-efficient stoves, their use and benefits (including performance);
- Conduct a benchmarking study on clean cooking and successful clean cooking programs in Central African sub-region countries;
- Establish scenarios for the evolution of global energy consumption of different types of cooking equipment for the 2035 horizon;
- Document actual cooking practices in households (types of fuels, equipment used, frequency, costs);
- Identify cultural perceptions and preferences (food taste, culinary habits, social constraints) and their acceptance in different regions of the country;
- Assess the economic accessibility of clean cooking solutions;
- Gather population expectations to ensure the acceptability and adoption of the strategy.

2.2. Develop the national strategy and associated operational action plan, including performance indicators, detailed activities by strategic axis, implementation timeline, estimated budget, monitoring and evaluation system, as well as incentive and financing mechanisms for the sector;

2.3. Propose and draft appropriate regulatory texts;

2.4. Organize and facilitate validation workshops for the various deliverables.

3. Allocation

The services covered by this Call for Tenders will be executed as a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost for this service following the preliminary studies is sixty million (60,000,000) CFA F.

5. Timeframe

The maximum execution period provided by the Project Owner for the completion of these services is five (05) months. This period runs from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Place of execution

Across the entire national territory.

7. Eligibility

The participation to this tender is restricted exclusively to prequalified Consulting firms at the end of the pre-qualification phase following the Notice of Submission for Expression of Interest N°0000009/ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 of 26 January 2026. They are:

| N° | Name of the firm | Address |
|----|---|--|
| 1 | ACCENTURE TECHNOLOGIES CONSULTING & TRAINING | B.P. 12 107 Yaoundé Cameroun Tél: (+237) 690 765 385 |
| 2 | KAMER ENGINEERING SOLUTIONS SARL | BP 4489 Douala Cameroun Tél: (+237) 699 429 589 / 677 510 824 |
| 3 | PIPO ENGINEERING Sarl | BP 4565 Douala Cameroun Tél: (+237) 653 490 372 |

Candidates on this shortlist may not form consortia. However, pre-qualified candidates in consortia may not submit bids individually.

8. Financing

The services covered by this Call for Tenders are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Water Resources and Energy, fiscal year 2026.

9. Submission mode

The submission mode for this consultation is online on the COLEPS platform available at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the COLEPS website. the ARMP (<http://www.armp.cm>).



10. Submission bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public contracts and the list of which appears in the file 13 of this tender, of one million two hundred thousand (1 200 000) CFA francs all taxes included (TTC) and valid up to thirty (30) days beyond the date initial validity of offers. The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial organization authorized

by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

11. Consultation of the tender

The tender documents may be freely consulted at Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contrats Service, 3th floor of Ministerial office building N° 1, door 3T02, P.O.Box 70 Yaounde, Tel: 222 22 61 83, following the publication this tender.

It may also be consulted online on the COLEPS platform available at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the COLEPS website. the ARMP (<http://www.armp.cm>).

12. Acquisition of tender documents

The physical version of the Open Tender Document can be obtained at the Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contrats Service, 3th floor of Ministerial office building N° 1, door 3T02, P.O.Box 70 Yaounde, Tel: 222 22 61 83, following the publication of this tender upon the payment of a non-refundable fees of the amount of the acquisition costs of one fifty thousand (50,000) CFA F.

13. Submission of offers

Offers are written either in French or English and submitted online by the bidder on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the project owner no later than ~~10 July 2016~~ 10 Am. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention above within the allotted time frame.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

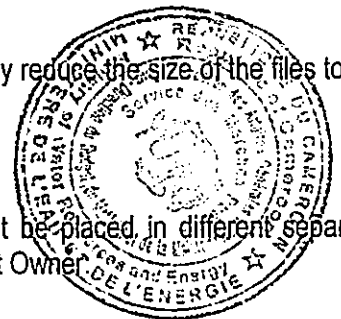
The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

14. Admissibility of submissions

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in different separate envelopes and delivered in a sealed envelope. Will be inadmissible by the Project Owner

- the envelopes bearing information on the identity of the bidders,
- envelopes received after the submission deadlines and times.
- folds without indication of the identity of the Call for Tenders;
- envelopes that do not comply with the submission method

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tender Documents will be declared inadmissible. In particular the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or non-compliance with the models of the documents in the Appeal File Offers, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.



A
BL

15. Opening of tenders

Bids will be opened in two stages:

The administrative documents and the technical proposals shall be opened on the ~~17~~ 18th 0th JULI... 2026 At 11 Am, by the Internal Public Contracts Committee of the Ministry of Water Resources and Energy (MINEE) in the meeting room located in Building annex N°2 of MINEE at the MVOG ADA-Yaoundé.

Only financial offers from bidders having obtained the qualifying technical score of 70 points out of 100 will be opened at To be specified] by the same Commission and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months from the original date of submission of offers or have been established after the date of signature of the call for tenders.

In case of absence or non-compliance of a document from the administrative file when opening the envelopes after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

The opening of the counting session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of offers set in the Tender Document.

16. Evaluation criteria

16.1. Elimination Criteria

- Absence or non-conformity of the bid security at bid opening;
- Non-submission beyond 48 hours after bid opening of an administrative dossier document deemed non-conforming or absent (except the bid security);
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Technical score below 80 points out of 100;
- Absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the past three years;
- Non-compliance with the file format for online submissions;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a financial offer element (the bid submission, unit price schedules, bill of quantities);
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Failure to accept the Special Administrative Specifications (CCAP) and ToRs initialled, dated and signed;
- Failure to comply with the required profile of the Team Leader, namely:
 - A Team Leader / Senior Expert: Engineer (at least a Master's degree or equivalent, i.e., Bac+5) in Energy Engineering with a specialization in energy efficiency or an equivalent field;
 - With a minimum of ten (10) years of professional experience and demonstrated expertise in energy efficiency or energy savings in the industrial sector;
 - Having at least three (03) references as Team Leader or Project Manager in similar studies;
 - Possessing a good knowledge of international standards, norms, and frameworks in energy efficiency (ISO 50001, ISO 50002, ISO 50006, IEC, etc.);
 - Proficient in energy-consuming industrial technologies (electric motors, boilers, thermal systems, compressed air, industrial refrigeration, etc.).

16.2. Essential criteria's

Technical offers will be scored according to the following essential criteria:

| No. | ESSENTIAL CRITERIA | Score (marks) |
|-----|--|---------------|
| 1 | Presentation of the bid | 3 |
| 2 | Consultant's experience in similar assignments | 50 |
| 3 | Qualifications and experience of key personnel | 35 |
| 4 | Organization, methodology, and implementation schedule | 7 |
| 5 | Financial standing and capacity | 2 |
| 6 | Equipment and logistical resources | 3 |
| | TOTAL | 100 |

Only the financial bids of Bidders whose technical bids have been declared admissible, following the examination of the conformity of administrative documents (phase 1) and technical evaluation (phase 2), shall be evaluated and scored as follows:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= score on the amount of the Bidder's financial bid;

MMd = Estimated amount of the lowest bid;

MS = Estimated amount of the Bidder.

A weighting shall be made between the technical and financial scores to obtain the final score N (technical and financial score) using the formula below:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})] / 100$$

17. Contract award

The Project Owner will award the contract to the bidder whose offer has been evaluated as the best, that is having obtained the best technical-financial score, deemed to be in compliance with the tender file.

18. Validity period of offers

Bidders shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender-submission deadline.

19. Further information

For any additional information can be obtained during open hours either from the Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contrats Service, 3rd floor of Ministerial office building N° 1, door 3T02, Tel: 222 22 61 83 or online on the COLEPS platform available at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC at number 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at number 673 20 57 25 /699 37 07 48.

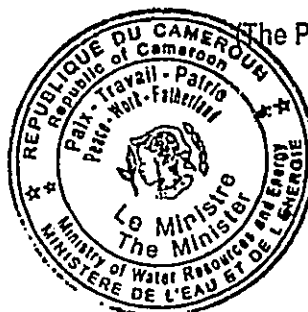
Yaoundé, the 16 JUN 2026

The Minister of Water Resources and Energy

(The Project Owner)

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- Contracting Authority;
- CIPM (for information);
- Notice board/Chrono



G. Essomba Gaston
Gaston Essomba